



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

79^e séance plénière

Lundi 6 mai 2024, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

*En l'absence du Président, M. Makayat-Safouesse
(Congo), Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 63 de l'ordre du jour (suite)

Exercice du droit de veto

Rapport spécial du Conseil de sécurité (A/78/861)

M. Rae (Canada) (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons aujourd'hui parce que la Fédération de Russie a, une fois de plus, cyniquement abusé de son droit de veto au Conseil de sécurité (voir S/PV.9616). Cette fois-ci, et nous nous souvenons tous que nous étions présents dans cette salle il y a tout juste une semaine, la Russie a empêché l'adoption du projet de résolution S/2024/302, facilité avec compétence par les États-Unis d'Amérique et le Japon et visant à prévenir une course aux armements nucléaires dans l'espace, ce qui est assurément une bonne idée. Réfléchissons un instant aux conséquences qu'aurait pour l'humanité l'explosion d'une arme de destruction massive au-dessus de nos têtes, et au fait qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, disposant d'un arsenal nucléaire, est prêt à prendre le risque de jouer avec ces conséquences. Le projet de résolution auquel la Russie a opposé son veto nous appelait tous à prendre toutes les dispositions utiles pour que les activités relatives à l'utilisation de l'espace soient entièrement pacifiques. Il nous invitait tous à respecter la Charte des Nations Unies et le droit international dans la conduite de ces activités dans.

Est-il surprenant que la Russie, qui méprise tant la Charte des Nations Unies ici sur Terre, s'oppose à son application dans l'espace ?

La Russie affirme, et je m'en tiens aux publications du compte officiel de sa Mission permanente sur les réseaux sociaux, que ce n'est pas l'exercice du droit de veto lui-même qui devrait être critiqué, mais le manque de volonté de certains membres du Conseil de sécurité d'écouter les opinions des autres et de trouver des compromis et des solutions équilibrées. Nous croyons comprendre que les États-Unis et le Japon ont mené sur plusieurs semaines un vaste processus de négociation en toute transparence. Le vote de 13 membres du Conseil de sécurité pour le projet de résolution témoigne de la pertinence de ce processus. Seule la Russie s'y est opposée. Soixante-cinq États Membres issus de tous les groupes régionaux se sont portés coauteurs du projet de résolution, montrant bien l'importance que nombre d'entre nous attachent à cette question cruciale. La Russie est la seule à s'opposer à nos vœux collectifs.

(*l'orateur poursuit en français*)

Le Canada regrette profondément que ce projet de résolution, qui visait à maintenir et à réaffirmer les engagements existants énoncés dans le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, ait fait l'objet d'un veto.

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie a une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, responsabilité qu'elle n'a pas assumée dans ce cas précis

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



et dans d'autres. La Russie appelle à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant pour empêcher l'implantation d'armes dans l'espace. Pourtant, dans le même temps, elle bloque une résolution affirmant la seule obligation existante de ne pas placer d'armes, les armes les plus destructrices, en orbite. En toute honnêteté, sa position n'a pas de sens.

La Russie tente également de détourner l'attention en se concentrant sur un traité. Le Canada et d'autres pays ont clairement indiqué qu'un traité interdisant les armes dans l'espace devait avoir un champ d'application, des définitions et une méthode de vérification. Les propositions de la Russie et de la Chine ne contiennent pas ces éléments. Si l'on ajoute à cela le veto de la Russie et l'abstention de la Chine, il apparaît clairement que ces deux pays ne sont pas intéressés par un véritable désarmement dans l'espace.

(l'orateur reprend en anglais)

Pour que les traités et les lois soient efficaces, il doit être possible d'avoir confiance, à un certain degré, dans le fait que les États respecteront leurs obligations. Que nous dit la Russie lorsqu'elle ne peut accepter un projet de résolution qui se contente de réaffirmer des engagements internationaux existants qu'elle est déjà tenue de respecter ? Par ses actes et ses prises de position, la Russie nous indique clairement qu'elle se croit au-dessus du droit. Elle veut nous faire croire qu'elle souhaite réellement conclure un traité, mais ne manifeste aucun intérêt pour l'adoption d'une résolution. Nous suggérons qu'il est peut-être temps que la Russie redescende sur Terre.

M. Marschik (Autriche) *(parle en anglais)* : L'Autriche s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne et à la déclaration de groupe prononcée par la représentante de la Nouvelle-Zélande. De plus, je m'associe personnellement à la déclaration du remarquable Robert Rae, qui vient de s'exprimer.

Je voudrais ajouter trois brèves observations.

Tout d'abord, nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée de demander des comptes aux membres du Conseil de sécurité pour les votes qu'ils émettent à l'Assemblée générale ; toutefois, il est regrettable que ces débats doivent avoir lieu si souvent. Nous nous sommes réunis récemment pour examiner les situations de conflit en Ukraine, en Syrie, au Mali, à Gaza et même au sujet du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République populaire démocratique de Corée. Nous sommes aujourd'hui réunis pour discuter du projet de résolution S/2024/302,

déposé par le Japon et les États-Unis au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Non-prolifération ». Nous regrettons que la Fédération de Russie ait exercé son droit de veto. Si l'on s'en tient à la proposition de modification proposée par la Fédération de Russie, il semble que le veto ait été opposé en raison de la portée perçue du projet de résolution, mais non de son contenu. Selon nous, le droit de veto impose une responsabilité particulière aux cinq membres permanents du Conseil. L'exercice du droit de veto sans objection au contenu lui-même est très préoccupant.

Deuxièmement, l'Autriche aurait souhaité que le projet de résolution proposé par le Japon et les États-Unis mette l'accent sur les graves conséquences de l'explosion d'une arme nucléaire ou de l'utilisation de tout autre type d'arme de destruction massive dans l'espace. Les armes nucléaires ont des conséquences humanitaires catastrophiques, quel que soit le lieu de l'explosion, qui ne connaissent pas de frontières et nous toucheraient tous. Nous aurions accueilli favorablement une résolution du Conseil confirmant cette réalité.

Troisièmement, et c'est un point sur lequel nous devrions tous pouvoir nous accorder, il est dans l'intérêt commun de tous les États que toutes les activités d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique soient menées dans le respect du droit international, y compris, bien sûr, de la Charte des Nations Unies, afin de maintenir la paix et la sécurité internationales et de promouvoir la coopération et la compréhension internationales. Les obligations fondamentales découlant du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, notamment l'engagement pris à l'article IV de ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, ainsi que les principes de coopération et de respect établis à l'article IX, jouent un rôle extrêmement positif pour tous les États Membres et pour l'humanité. Je voudrais souligner que l'explosion d'une arme nucléaire ou d'un autre type d'arme de destruction massive dans l'espace constituerait une violation flagrante de l'article premier et de l'article IX du Traité sur l'espace extra-atmosphérique et engagerait la responsabilité en vertu de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux.

Le respect de l'état de droit et la conformité au Traité sur l'espace extra-atmosphérique ainsi qu'aux autres instruments pertinents du droit international sont

essentiels pour prévenir une course aux armements dans l'espace. En tant que communauté internationale, nous devons faire preuve de dynamisme et de détermination pour faire face aux évolutions rapides dans l'espace extra-atmosphérique. Nous ne pouvons pas permettre que nos instances restent inactives en raison de tensions géopolitiques ou soient prises en otage pendant des décennies tandis que la technologie progresse à toute vitesse. Le Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques et la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique jouent également un rôle important à cet égard et devraient être pleinement exploités et approfondis. L'Autriche a, bien entendu, ratifié les cinq traités relatifs à l'espace extra-atmosphérique, et je conclus en invitant les autres États à faire de même.

M^{me} Lee Hyun Goo (République de Corée) (*parle en anglais*) : Lorsque le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, a été signé en 1967, la communauté internationale était déjà consciente des effets et des avantages potentiels des technologies spatiales pour tous. Aujourd'hui, ces effets et avantages sont devenus une réalité implacable.

En effet, l'espace extra-atmosphérique a ouvert un nouvel horizon de possibilités pour l'humanité, en plaçant les technologies et les biens spatiaux tels que les satellites au cœur du développement durable, sous tous ses aspects. Par conséquent, toute initiative visant à entraver l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique peut avoir des conséquences profondes et irréversibles d'une ampleur sans précédent. Une explosion nucléaire dans l'espace pourrait constituer une menace sérieuse pour le droit de chacun à une utilisation sûre, sécurisée et durable de l'espace extra-atmosphérique.

C'est dans ce contexte que le Conseil de sécurité s'est efforcé d'adopter une résolution interdisant le déploiement d'armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique, la première du genre. Avec le soutien transrégional de 65 coauteurs, 13 membres du Conseil, dont la République de Corée, ont voté pour le projet de résolution S/2024/302, déposé par les États-Unis et le Japon. Toutefois, nous regrettons profondément que ce projet de résolution crucial et opportun n'ait pas pu être adopté en raison du recours au droit de veto par un membre permanent.

Cet exercice du droit de veto porte atteinte au travail collectif du Conseil de sécurité, qui a été le fruit

de semaines de consultations et de compromis rendus possibles par la grande marge de manœuvre laissée par les rédacteurs, dans le but de parvenir à un consensus sur ce sujet important. Et pourtant, avec ce veto, le Conseil de sécurité a encore une fois été injustement privé d'une occasion. Le projet de résolution, s'il avait été adopté, aurait pu renforcer notre engagement commun en faveur d'un milieu spatial pacifique, durable, sûr et sécurisé. Le Conseil aurait également pu prendre des mesures utiles pour aborder la question émergente de l'espace extra-atmosphérique à travers une résolution opportune qui complète et renforce les discussions en cours dans d'autres instances sur le désarmement, ce qui est tout à fait logique, en particulier lorsque le sujet est important.

Pour terminer, la République de Corée tient à souligner que le Conseil de sécurité, dont la responsabilité première est de maintenir la paix et la sécurité internationales, a le devoir légitime de relever les défis émergents dans les nouveaux domaines de la sécurité, tels que la sécurité spatiale et la cybersécurité, et de s'y atteler. Dans le cadre des efforts que nous déployons pour rendre le Conseil de sécurité plus dynamique et plus performant dans un monde en mutation rapide, la République de Corée est prête à collaborer avec les autres membres du Conseil.

M. Svercsok (Hongrie) (*parle en anglais*) : Nous sommes entrés dans une nouvelle ère d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Les ressources spatiales sont désormais devenues indispensables ; nous en dépendons en permanence. Cette évolution s'accompagne d'un environnement difficile en matière de sécurité mondiale, qui témoigne de la complexité à laquelle la communauté internationale est confrontée dans le domaine de la sécurité spatiale. On assiste actuellement à une évolution du paysage de la concurrence stratégique, accompagnée d'une augmentation des risques connexes. Les tensions géopolitiques sur Terre s'étendent progressivement au domaine de l'espace extra-atmosphérique et, malheureusement, l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique se heurte à des difficultés. Il est essentiel que nous mettions tout en œuvre pour que l'espace extra-atmosphérique demeure un domaine de coopération internationale globale et non le théâtre d'une course aux armements.

La Hongrie est une nation dont l'histoire spatiale s'écrit depuis 78 ans et, en tant que telle, elle accorde une grande importance à l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Nous avons par conséquent soutenu le projet de résolution sur les armes de destruction

massive dans l'espace extra-atmosphérique (S/2024/302). Nous trouvons regrettable qu'un veto lui ait été opposé (voir S/PV.9616).

L'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique devrait être au cœur de toutes les activités spatiales. Nous devons observer une certaine prudence, de sorte à éviter que cet objectif pacifique ne soit mis en péril par une explosion nucléaire dans l'espace, ce qui empêcherait les États de bénéficier de l'utilisation des satellites pour l'agriculture, l'économie, la météorologie et d'autres fonctions essentielles. Par conséquent, l'interdiction de déployer des armes nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique, qui forme un point essentiel du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, doit être maintenue.

Nous ne voyons pas non plus l'intérêt de mettre au point des armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive conçues pour être déployées dans l'espace. En outre, nous exhortons tous les États à soutenir et à promouvoir l'adhésion universelle au traité ainsi que son respect. Nous invitons tous les États Membres qui ne sont pas encore parties au Traité à le devenir sans délai ni conditions.

M. Feruță (Roumanie) (*parle en anglais*) : La Roumanie s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne et à la déclaration de groupe prononcée par la représentante de la Nouvelle-Zélande. Je voudrais ajouter les observations suivantes.

Aux côtés de 65 États Membres de l'Organisation des Nations Unies, la Roumanie s'est portée coauteur du projet de résolution du Conseil de sécurité sur les armes de destruction massive dans l'espace, déposé par les États-Unis et le Japon (S/2024/302). Nous avons accueilli favorablement le projet de résolution en tant qu'expression légitime de notre objectif commun de prévenir une course aux armements dans l'espace et de garantir son exploration et son utilisation à des fins pacifiques. Le projet de résolution rappelle les principales obligations découlant du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, notamment les obligations énoncées à l'article IV, qui invite les États à ne mettre sur orbite autour de la terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive. Le projet de résolution invite en outre les États Membres à ne pas mettre au point d'armes nucléaires ou d'autres types

d'armes de destruction massive spécifiquement conçues pour être mises sur orbite autour de la Terre, et ce pour une très bonne raison : nous avons besoin d'un espace extra-atmosphérique sûr et sécurisé. Il existe bien trop de zones problématiques sur Terre pour créer de l'instabilité dans l'espace.

La sécurité spatiale est une responsabilité commune et est dans l'intérêt de tous les États. La Roumanie regrette profondément que la Fédération de Russie ait exercé son droit de veto contre le projet de résolution sur les armes de destruction massive dans l'espace (voir S/PV.9616). Le projet de résolution véhiculait un message clair contre la poursuite de l'érosion du dispositif mondial de la sécurité internationale en réaffirmant l'importance pour la paix et la sécurité internationales du respect du Traité sur l'espace extra-atmosphérique pour la paix et la sécurité internationales. Il contenait des principes déjà codifiés que nous aurions tous pu réaffirmer. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont des obligations en vertu du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, notamment en ce qui concerne le non-déploiement dans l'espace extra-atmosphérique d'objets porteurs d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive. Les conséquences d'une explosion nucléaire dans l'espace sont inimaginables et celle-ci n'aurait pas moins d'effets qu'une explosion au sol.

Le Traité sur l'espace extra-atmosphérique et les principes directeurs élaborés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies constituent la pierre angulaire de la gouvernance mondiale de l'espace extra-atmosphérique. Le plein respect du droit international, notamment la Charte des Nations Unies, et du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, comme le demande le projet de résolution, reste la condition préalable à la confiance nécessaire pour renforcer la sécurité spatiale et prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. La Roumanie, en tant que fervente partisane d'un multilatéralisme efficace et responsable, reste pleinement engagée à contribuer de manière constructive à nos efforts collectifs pour prévenir les menaces dans l'espace extra-atmosphérique et pour favoriser l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace.

M^{me} Zalabata Torres (Colombie) (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale se réunit à cette occasion pour débattre du recours au droit de veto à la séance du Conseil de sécurité du 24 avril 2024 (voir S/PV.9616), tenue au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Non-prolifération », contre le projet de résolution contenu dans le document S/2024/302, qui avait été

déposé par les États-Unis d'Amérique et le Japon. La Colombie regrette que, en raison de l'exercice du droit de veto, le projet de résolution sur les armes de destruction massive dans l'espace, dont la Colombie avait décidé de se porter coauteur et dont l'objectif était d'affirmer l'obligation de respecter le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, ainsi que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, n'ait pas été adopté.

Dans diverses instances internationales sur ce sujet, telles que l'Assemblée générale, la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, la Conférence du désarmement et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, notre pays a exprimé son engagement sans réserve en faveur de l'utilisation et de l'exploration exclusivement pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Nous avons souligné la nécessité d'assurer la durabilité à long terme des activités spatiales et, à cet égard, nous partageons les préoccupations concernant une éventuelle course aux armements dans l'espace, qui serait évidemment inacceptable.

La Colombie estime qu'il est nécessaire de concentrer tous les efforts pour éviter ce scénario et préserver un milieu spatial pacifique pour les générations futures. Nous sommes confrontés à des défis sans précédent en matière de sécurité internationale, notamment la menace nucléaire et le risque d'une course aux armements dans l'espace. Il est urgent de mettre en œuvre des actions et des instruments politiques pour répondre à ces préoccupations en matière de sécurité, afin de progresser vers l'instauration et le renforcement de la confiance dont nous avons absolument besoin pour redynamiser le régime de désarmement et de non-prolifération.

Du point de vue de la Colombie, la convocation de la présente séance plénière démontre une fois de plus que le droit de veto est une prérogative impériale, antidémocratique et injuste qui restreint la légitimité du Conseil de sécurité et limite son efficacité dans l'accomplissement de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales. La position de la Colombie sur le droit de veto a toujours été claire et cohérente depuis la Conférence de San Francisco de 1945, lors de laquelle nous avons voté contre l'octroi d'un droit de veto, car nous considérons cet instrument comme contraire au principe de l'égalité souveraine, qui est au cœur de la Charte des Nations Unies, et nous avons prévu les effets néfastes qu'un tel pouvoir futur entraînerait. Du point de vue de mon pays, l'abolition du droit de veto est un objectif nécessaire vers

lequel nous devons nous efforcer de tendre. En attendant, nous soulignons la nécessité de consolider et d'élargir l'engagement des États Membres envers des mécanismes qui limitent l'exercice du droit de veto et favorisent la responsabilisation chaque fois qu'il est exercé, en particulier dans les cas de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, des atrocités face auxquelles nous avons la responsabilité collective d'agir. Nous faisons notamment référence à l'initiative franco-mexicaine, au code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, au mécanisme « L'union pour le maintien de la paix », à l'initiative relative au veto et au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte.

M. Miller (Israël) (*parle en anglais*) : Israël saisit l'occasion du débat qui se déroule dans cette salle aujourd'hui pour exprimer son soutien au projet de résolution S/2024/302 du Conseil de sécurité sur les armes de destruction massive dans l'espace, déposé par les États-Unis et le Japon (voir S/PV.9616).

L'intérêt permanent et commun de l'humanité entière doit être de mener l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique de manière sûre et sécurisée, tout en promouvant le développement durable de l'ensemble de la communauté mondiale afin de ne laisser personne de côté. Le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, doit rester la pierre angulaire du régime juridique international régissant l'espace extra-atmosphérique. Il est important que les États qui n'ont pas encore signé ou ratifié le Traité sur l'espace extra-atmosphérique le fassent. Il est également d'une importance capitale que les États respectent leurs obligations découlant de tous les articles du Traité sur l'espace extra-atmosphérique. Ce respect des obligations est essentiel pour maintenir un espace extra-atmosphérique sûr et sécurisé pour l'humanité dans son ensemble.

En outre, Israël accorde de l'importance au principe énoncé dans le projet de résolution S/2024/302, qui souligne la nécessité de mettre au point divers moyens pour prévenir efficacement une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects, y compris à travers des engagements politiques. Nous exhortons tous les États à poursuivre les discussions sur cette question essentielle.

M. Zlenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine s'associe aux déclarations prononcées par la représentante de l'Union européenne, en sa qualité d'observatrice, et par la représentante de la Nouvelle-Zélande au nom d'un groupe d'États Membres (voir A/78/PV.78).

Aujourd'hui, l'Assemblée générale se réunit à nouveau dans le cadre de l'initiative relative au veto parce que la Russie continue d'abuser de sa présence illégitime dans un siège permanent du Conseil de sécurité en sapant l'autorité de cet organe en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le 24 avril, la Russie a opposé son veto au projet de résolution S/2024/302, déposé par le Japon et les États-Unis (voir S/PV.9616), qui aurait été la première résolution sur l'espace extra-atmosphérique jamais adoptée par le Conseil de sécurité. Le projet de résolution bloqué par la Russie réaffirmait les obligations de tous les États parties de ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, conformément au Traité sur l'espace extra-atmosphérique et mettait particulièrement l'accent sur l'interdiction de la mise au point d'armes nucléaires spécifiquement conçues pour être déployées dans l'espace extra-atmosphérique. De plus, ce document aurait contribué à prévenir les conséquences catastrophiques d'une éventuelle explosion nucléaire dans l'espace, qui pourrait détruire des satellites essentiels aux activités socio-économiques sur Terre. Nous tenons à souligner que le projet de résolution a bénéficié du soutien d'un large groupe interrégional de 65 États Membres, qui s'en sont portés coauteurs.

L'Ukraine réaffirme que le droit international en vigueur, y compris la Charte des Nations Unies, le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, de 1967, et le droit international humanitaire, est applicable dans l'espace extra-atmosphérique. Le Traité de 1967 demeure la pierre angulaire du régime juridique régissant les activités spatiales. Cependant, seuls 115 États sont parties audit Traité. Ces dernières années, la communauté internationale a été témoin d'une augmentation des menaces pour la sécurité, mettant en péril la durabilité à long terme de l'espace en tant que milieu. Certains États ont démontré de nouvelles capacités spatiales hostiles et dangereuses. La Russie a notamment effectué un essai destructif en 2021, en utilisant des missiles antisatellites à ascension directe à lanceur terrestre, ce qui a entraîné la formation de débris spatiaux en orbite terrestre basse.

Compte tenu des violations persistantes par la Russie de ses obligations en matière de maîtrise des armements, de sa politique déstabilisatrice à l'égard de divers États et de la guerre d'agression qu'elle mène actuellement contre l'Ukraine, nous pensons que le veto opposé par Moscou au projet de résolution indique que la Russie cache quelque chose à la communauté internationale et qu'elle pourrait à tout moment prendre des mesures destructrices contraires à ses obligations juridiquement

contraignantes découlant du Traité sur l'espace extra-atmosphérique. Nous ne pouvons souscrire à l'idée selon laquelle la question de la sécurité dans l'espace extra-atmosphérique, en particulier le déploiement d'armes de destruction massive, ne devrait faire l'objet de discussions qu'au sein de l'Assemblée générale, de ses organes subsidiaires et de la Conférence du désarmement. À cet égard, il est important de souligner que le Conseil de sécurité a la responsabilité première de traiter les menaces à la paix et à la sécurité internationales, y compris celles provenant d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive spécifiquement conçues pour être déployées dans l'espace extra-atmosphérique.

Enfin, l'Ukraine continuera de plaider en faveur de mesures efficaces au niveau international visant à améliorer la sécurité dans l'espace extra-atmosphérique et à prévenir la militarisation de ce domaine.

M. Gómez Hernández (Espagne) (*parle en espagnol*) : Nous trouvons regrettable que le recours au droit de veto ait une fois de plus contrecarré l'action du Conseil de sécurité (voir S/PV.9616), cette fois en ce qui concerne le projet de résolution S/2024/302 sur les armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique. L'Espagne soutient toutes les initiatives visant à limiter le recours au droit de veto, telles que le code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence et l'initiative franco-mexicaine concernant les cas d'atrocités de masse, qui visent à réformer le Conseil de sécurité afin de promouvoir l'élimination du droit de veto.

À l'instar de la grande majorité de la communauté internationale, l'une des priorités de l'Espagne est de maintenir et de renforcer le dispositif international de non-prolifération et de désarmement nucléaires, qui est essentiel à la paix et à la sécurité internationales. C'est pourquoi mon pays s'est porté coauteur du projet de résolution S/2024/302 du Conseil de sécurité. Le déploiement éventuel d'armes nucléaires dans l'espace constituerait une menace pour la paix et la sécurité internationales, serait incompatible avec les obligations découlant de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et constituerait une grave violation du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, en vertu duquel les États s'engagent à ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive.

Le déploiement éventuel d'armes nucléaires dans l'espace constituerait un risque inacceptable pour la réalisation des objectifs fixés par le Programme « Espace 2030 » et pour la durabilité à long terme des activités spatiales.

C'est pourquoi, malgré le veto irresponsable de la Russie, l'Espagne se félicite du très large soutien manifesté en faveur du projet de résolution S/2024/302, qui réaffirme les principes fondamentaux du dispositif international de non-prolifération et de désarmement nucléaires, ainsi que les traités et principes qui doivent régir les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

M^{me} Jurečko (Slovénie) (*parle en anglais*) : La Slovénie s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Union européenne, en sa qualité d'observatrice (voir A/78/PV.78).

La Slovénie se félicite de l'occasion qui lui est donnée de discuter de l'exercice du droit de veto au sein du Conseil de sécurité sur la base de la résolution 76/262, intitulée « Initiative relative au droit de veto ». Il est très préoccupant de constater que nous nous réunissons déjà pour la cinquième fois cette année pour discuter de l'exercice du droit de veto (voir S/PV.9616), qui a bloqué l'adoption du projet de résolution S/2024/302 sur une question que l'écrasante majorité des membres du Conseil de sécurité considère comme importante pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Slovénie soutient les efforts visant à limiter le recours au droit de veto, car nous estimons que ce droit n'est pas un privilège, mais un pouvoir qui s'accompagne du poids de la responsabilité, de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes.

En outre, en tant que nation spatiale et membre non permanent du Conseil de sécurité, la Slovénie a participé de bonne foi aux négociations sur le projet de résolution sur les armes de destruction massive dans l'espace, tel que déposé par le Japon et les États-Unis, en faisant des concessions difficiles pour préserver un milieu spatial à la fois sûr et sécurisé. Le texte du projet de résolution soulignait le rôle central de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que l'importance du droit international de l'espace, notamment le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, de 1967, en tant que pierre angulaire du cadre juridique international régissant les activités spatiales pour le bénéfice collectif de l'humanité. Il incarnait un multilatéralisme efficace, tant sur Terre que dans l'espace. Telle est la raison qui a conduit la Slovénie à se porter coauteur de ce projet de résolution. Si cette résolution avait été adoptée, elle aurait envoyé un signal fort sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et sur l'importance de préserver l'utilisation à long terme de l'espace à des fins pacifiques. Elle aurait jeté les bases de nos initiatives de maintien de la paix et de la sécurité au-delà

de l'atmosphère terrestre en promouvant l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dans l'intérêt de toute l'humanité.

Pour ces raisons, nous regrettons profondément le recours au droit de veto, qui a entravé nos efforts collectifs visant à empêcher la militarisation potentielle de l'espace extra-atmosphérique. L'utilisation et l'exploration de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques représentent le summum de l'imagination et des aspirations de l'humanité. En outre, notre vie quotidienne dépend de plus en plus de l'utilisation des technologies spatiales, qu'il s'agisse d'utiliser des satellites pour la navigation, les prévisions météorologiques, la gestion des ressources naturelles, l'atténuation des effets des changements climatiques ou le maintien du contact avec la famille et les amis en ligne. L'histoire nous enseigne que la collaboration et la coopération ont souvent constitué la clé de voûte des plus grandes réalisations de l'humanité. De la construction des télescopes les plus avancés à l'envoi de missions conjointes vers la Station spatiale internationale, nous avons démontré que, avec cet état d'esprit, il n'existe pratiquement aucune limite à ce que nous sommes capables de réaliser pour le bien de l'humanité dans son ensemble, tant pour nous ici aujourd'hui que pour les générations futures.

La Slovénie continuera de s'opposer au déploiement d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique et contribuera de manière constructive et décisive aux efforts visant à garantir l'utilisation et l'exploration pacifiques de l'espace au profit de tous.

M^{me} Janina (Albanie) (*parle en anglais*) : L'Albanie s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Union européenne, en sa qualité d'observatrice (voir A/78/PV.78).

L'Albanie se joint aux autres États Membres pour condamner l'exercice du droit de veto par la Russie (voir S/PV.9616) concernant le projet de résolution S/2024/302 déposé par le Japon et les États-Unis sur les armes de destruction massive dans l'espace, car nous pensons que ce recours au droit de veto et la non-adoption par le Conseil de sécurité de son tout premier projet de résolution sur l'espace affaiblissent la paix et la sécurité internationales. La question des armes nucléaires dans l'espace nous concerne tous. C'est pourquoi l'Albanie a soutenu le projet de résolution et s'en est portée coauteur, comme l'ont fait d'autres États Membres du monde entier. Nous tenons à exprimer ici notre déception face au blocage de cette initiative.

Si le projet de résolution avait été adopté, il aurait permis de renforcer et de soutenir le régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires. Ces dernières années, l'espace extra-atmosphérique a été le théâtre d'une recrudescence des défis de sécurité, avec des menaces qui mettent en péril la durabilité à long terme du milieu spatial. La sécurité spatiale doit rester un objectif mondial pour tous les pays. Récemment, nous avons suivi avec une profonde inquiétude les informations et les avertissements provenant de sources fiables concernant les préparatifs en vue du déploiement potentiel d'armes nucléaires dans l'espace, qui pourraient menacer d'autres satellites. Il s'agirait d'une violation flagrante du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, qui interdit les armes de destruction massive dans l'espace. Mettre une arme nucléaire sur orbite constituerait un acte sans précédent, inacceptable et extrêmement dangereux. Compte tenu de ces évolutions, le recours au droit de veto par la Russie contre le projet de résolution S/2024/302 ne fait qu'accroître nos préoccupations.

Nous croyons fermement que la prévention d'une course aux armements dans l'espace est une condition préalable pour éviter que l'espace extra-atmosphérique ne devienne une zone de conflit. Compte tenu de la dépendance croissante aux satellites pour diverses fonctions cruciales, telles que la communication, la navigation et la surveillance, il est impératif de garantir la sécurité et la stabilité de l'espace extra-atmosphérique. Toutes les nations doivent impérativement s'acquitter de leurs obligations en vertu des traités internationaux et œuvrer pour que l'espace extra-atmosphérique demeure un domaine pacifique et coopératif. À cet égard, il est nécessaire de déployer des efforts concrets fondés sur des engagements politiques et des instruments juridiquement contraignants, ainsi que sur le comportement responsable de tous les acteurs.

M. Uzunovski (Macédoine du Nord) (*parle en anglais*) : La Macédoine du Nord s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Union européenne, en sa qualité d'observatrice (voir A/78/PV.78).

Nous faisons partie des derniers orateurs aujourd'hui. Le premier intervenant aujourd'hui était la Russie, mais son explication de son recours au droit de veto (voir S/PV.9616) est loin d'être convaincante. Étant donné que 65 pays, y compris le mien, se sont portés coauteurs du projet de résolution S/2024/302, il est difficile de comprendre l'opposition de la Russie. Le rôle de la Russie en tant que membre permanent du Conseil de sécurité ne peut être sous-estimé. Il est toutefois

regrettable que la priorité accordée par la Russie à ses propres intérêts ait conduit à un exercice abusif du droit de veto, compromettant ainsi la paix et la sécurité dans l'espace extra-atmosphérique.

Le fait d'opposer son veto à des projets de résolution visant à protéger ce domaine constitue une atteinte à notre objectif collectif de maintenir un cosmos pacifique. Réaffirmons notre intérêt commun à promouvoir la paix et la sécurité dans l'espace extra-atmosphérique. Les ramifications d'un conflit dans ce domaine s'étendent bien au-delà des étoiles ; elles touchent le tissu même de la vie sur Terre. Si les actions des États dotés d'armes nucléaires mettaient en péril la stabilité de l'espace extra-atmosphérique, cela entraverait notre capacité à l'utiliser pour des services essentiels tels que l'agriculture ou les communications, qui sont essentiels au développement durable. En outre, nous devons fermement maintenir l'interdiction de déployer des armes nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique. La mise au point et le déploiement de telles armes, ou de toute autre forme d'armes de destruction massive destinée à être utilisée au-delà de notre atmosphère, ne sont pas seulement irresponsables, mais constituent également une menace existentielle pour l'humanité. Notre engagement envers cette interdiction n'est pas négociable. Il s'agit d'un principe fondamental de notre sécurité et de notre survie collectives.

Pour terminer, répondons à cet appel à l'action. Dépassons nos divergences de vues et unissons-nous dans notre engagement à préserver la paix et la sécurité de l'espace extra-atmosphérique. Ce faisant, non seulement nous préservons l'avenir des générations futures, mais nous réaffirmons également les principes durables sur lesquels l'Organisation des Nations Unies a été fondée.

M. Yousfi (Maroc) : Tout d'abord, je tiens à féliciter le Président de l'Assemblée générale pour la tenue de notre débat sur une question aussi essentielle et importante pour le Maroc, à savoir celle de la préservation de tout recours aux armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique.

L'humanité a un désir unique de découvrir de nouveaux horizons et de s'aventurer là où personne n'est jamais allé auparavant. Cet espace n'est qu'un des nouveaux horizons que l'homme avait explorés et continuera à le faire dans le futur. Dans ce sens, les États Membres ont la responsabilité commune et partagée de maintenir cet espace en tant qu'arène pacifique et domaine sécurisé, tel que reconnu dans les traités impliquant presque tous les États Membres ayant un intérêt dans l'espace.

Le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, de 1967, énonce dans son article 1 que

« L'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et d'autres corps célestes, doivent se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique ; Elles sont l'apanage de l'humanité tout entière ».

Un tel intérêt pour les utilisations pacifiques de l'espace devrait toujours guider nos actions actuelles et futures dans ce domaine critique. L'anarchie dans l'espace aussi complexe pourrait être le déclencheur de conflits d'envergure. À cet égard, mon pays estime qu'il est opportun de poursuivre les discussions sur la régulation d'un comportement responsable des États Membres dans ce domaine, qui privilégie le règlement pacifique des différends et fournit une dissuasion diplomatique contre les comportements agressifs ou irresponsables.

Le Maroc reste fermement engagé envers les principes du Traité de 1967, garantissant un usage équitable et rationnel de l'espace extra-atmosphérique, sans appropriation ni militarisation, y compris de la Lune et des corps célestes, et considère que l'utilisation pacifique de l'espace est une condition *sine qua non* pour la durabilité des activités spatiales responsables. Mon pays salue le rôle clef du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en tant que principal organe de l'ONU promouvant la coopération internationale dans l'exploration, l'exploitation et les applications pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Les activités spatiales du Maroc ont connu un développement notable après le lancement, en novembre 2017 et novembre 2018, des deux satellites Mohammed VI A et B. Cette réalisation, en plus des plans de développement stratégiques, démontre clairement que mon pays a fait de la technologie spatiale un véritable atout et un levier stratégique pour son développement socio-économique et durable. Sur le plan régional, la coopération avec les pays africains constitue le cœur de notre stratégie nationale pour le développement des activités spatiales, où plusieurs accords ont été conclus pour le renforcement des capacités et le transfert des technologies dans le domaine spatial, afin de mieux répondre aux besoins des pays en développement. En outre, le Maroc continue de soutenir le Centre régional africain pour l'éducation en sciences et technologies spatiales, affilié à l'ONU, situé à Rabat, en vue de contribuer au renforcement des capacités nationales des pays africains en sciences et technologies spatiales.

Pour conclure, je tiens à dire que le Maroc reste engagé, plus que jamais, en faveur d'une utilisation et exploitation pacifique et durable de l'espace extra-atmosphérique dans l'intérêt de tous les pays. Mon pays ne ménagera aucun effort pour poursuivre sa coopération avec l'ONU, en faveur de l'utilisation de cet espace à des fins scientifiques, techniques et socio-économiques.

Le Président par intérim : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans ce débat. L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 63 de l'ordre du jour.

Point 63 de l'ordre du jour (*suite*)

Exercice du droit de veto

Rapport spécial du Conseil de sécurité (A/78/856)

Le Président par intérim : L'Assemblée générale va poursuivre le débat sur cette question tenu conformément à la résolution 76/262 à ses 74^e et 75^e séances plénières, le 1^{er} mai, à propos du recours au veto par un membre permanent du Conseil de sécurité à sa 9609^e séance, le 18 avril, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Admission de nouveaux Membres ».

M^{me} Rios (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : La Bolivie remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué la présente séance sur l'exercice du droit de veto au sein du Conseil de sécurité au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Admission de nouveaux Membres », conformément à la résolution 76/262.

Nous nous associons à la déclaration prononcée la semaine dernière par le représentant de l'Ouganda au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/78/PV.74).

Compte tenu de l'échec du Conseil de sécurité, nous sommes une fois de plus confrontés à une situation qui viole les principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies et les principes du droit international, créant un obstacle à la paix et à la sécurité internationales et compromettant la possibilité de trouver des solutions qui contribuent à la paix et à la justice pour le peuple palestinien.

La récente décision des États-Unis d'exercer leur droit de veto au Conseil de sécurité contre le projet de résolution déposé par l'Algérie (S/2024/312) demandant l'admission de l'État de Palestine à l'ONU comme Membre à part entière est une illustration de leur insensibilité et de l'écart considérable entre ce qui est dit et

ce qui est fait. La déception de mon pays est grande, car cette décision va à l'encontre des objectifs de l'Organisation et de l'accomplissement de ses mandats. L'admission de la Palestine à l'ONU en tant qu'État Membre devrait être l'expression de l'attachement de nos pays aux principes d'égalité souveraine et de respect mutuel entre les nations. Cependant, l'action d'un seul État Membre a sapé ces principes et perpétué un statu quo injuste, privant le peuple palestinien du mince espoir qu'il avait d'être reconnu comme un peuple libre exerçant son droit à l'autodétermination.

La Bolivie, qui a sa propre histoire de lutte constante pour la justice et l'égalité, continuera de soutenir le droit légitime des Palestiniens à l'autodétermination et au plein exercice de leur souveraineté. Aujourd'hui, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies sont plus que jamais obligés d'agir de manière raisonnable et cohérente. Nous ne pouvons pas continuer à être complices du génocide atroce des civils à Gaza par notre inaction. Il est temps que la communauté internationale et l'Assemblée générale agissent avec fermeté et conviction. La Palestine a besoin aujourd'hui de solidarité et de coopération internationales, et nous devons les lui apporter sans ambages dès maintenant. Nous croyons fermement que la Palestine deviendra un État à part entière, plus tôt que tard, à l'intérieur des frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale.

M. Mohamed (Soudan) (*parle en arabe*) : Nous remercions le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué la présente séance.

La délégation soudanaise s'associe aux déclarations prononcées par les représentants des Émirats arabes unis et de l'Ouganda, respectivement, au nom du Groupe des États arabes et au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/78/PV.74).

La question de Palestine stagne au sein de l'Organisation des Nations Unies depuis plus de 75 ans. La situation s'est à présent détériorée de manière sans précédent et pourrait avoir de graves conséquences pour l'ensemble de la région, à moins que les résolutions antérieures de l'Organisation des Nations Unies et les décisions de légitimité internationale sur la question ne soient mises en œuvre. La communauté internationale n'a pas répondu aux demandes légitimes du peuple palestinien, notamment en ce qui concerne son droit à l'autodétermination, la fin de l'occupation et l'obtention du statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce contexte, le Soudan réaffirme son soutien à la demande de la Palestine d'admission à l'ONU

en tant que Membre à part entière, et nous remercions tous les États qui ont appelé à un cessez-le-feu, à l'achèvement de l'aide humanitaire et à la désescalade dans la bande de Gaza.

Nous remercions tout particulièrement l'Algérie pour ses efforts et pour avoir déposé au Conseil de sécurité le projet de résolution S/2024/312 sur l'admission de la Palestine à l'ONU en tant que Membre à part. Le Soudan regrette que le Conseil n'ait pas adopté le projet de résolution en raison du recours au droit de veto. L'adoption d'un projet de résolution sur l'admission de la Palestine à l'ONU en tant que Membre à part entière s représenterait une contribution minimale à l'appui des efforts diplomatiques sincères visant à trouver une solution juste, durable et globale à la question de Palestine, ainsi que le meilleur soutien possible à la réalisation de la solution des deux États, longtemps différée. Il va de soi que la Palestine existe, par son histoire, son territoire et son peuple, et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, notamment celles du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, en témoignent.

Nous savons tous que la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient ne peuvent être obtenues qu'en mettant fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens et en permettant au peuple palestinien d'exercer pleinement ses droits légitimes, y compris le droit à l'autodétermination, à établir un État indépendant à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem pour capitale, vivant dans la paix et la sécurité, et à être admis à l'Organisation des Nations Unies. Le Moyen-Orient et ses peuples ne peuvent se permettre une nouvelle escalade et de nouveaux conflits. Le peuple palestinien a enduré des décennies de souffrances et de privations. Il est temps de mettre fin à cette injustice et d'accorder au peuple palestinien ses droits légitimes, tels que reconnus par le droit international et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

M. Gueye (Sénégal) : Ma délégation souscrit à la déclaration prononcée par l'Ouganda au nom du mouvement des non-alignés (voir A/78/PV.74), et voudrait prononcer quelques mots en sa capacité nationale.

Le Sénégal déplore le veto opposé au projet de résolution S/2024/312 portant recommandation par le Conseil de sécurité de l'admission de l'État de Palestine, malgré le soutien largement majoritaire du dit Conseil de sécurité. Ce veto a empêché que l'État de Palestine soit admis comme Membre à part entière des Nations unies, alors qu'il est reconnu par 142 des 193 États Membres de l'Organisation et qu'il remplit les critères constitutifs

d'un État : une population, un territoire et un pouvoir politique.

Cette décision du Conseil est regrettable car elle refuse injustement à l'une des parties ce qui est depuis fort longtemps reconnu à l'autre. Face à un peuple palestinien qui a, avec persistance et à travers ses différents gouvernements, revendiqué d'entrer dans les droits maintes fois réaffirmés par le droit international et les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations unies, la reconnaissance n'est plus une fin en soi, mais une étape cruciale pour travailler à une solution juste et durable du conflit d'égal à égal avec l'État d'Israël et tous les partenaires impliqués.

C'est pourquoi le Sénégal, fidèle à son engagement sur la question, continue de soutenir de manière indéfectible les droits inaliénables du peuple palestinien à un État viable d'un seul tenant, avec Jérusalem-Est comme capitale et dans les dans des frontières sûres et internationalement reconnues, aux côtés de l'État d'Israël. En attendant, la communauté internationale doit continuer de préserver et de protéger les droits de ce peuple. Il s'agit, entre autres, d'un droit à la vie davantage menacé par la tragédie humanitaire qui continue de se dérouler sous nos yeux. Il s'agit aussi d'un droit à une terre illégalement occupée et continuellement annexée, en violation flagrante du droit international.

Sous ce rapport, et ayant la conviction profonde que la majorité requise serait obtenue à l'Assemblée générale, le cas échéant, le Sénégal exhorte de nouveau le Conseil de sécurité à réexaminer, dès que faire se peut, l'admission de l'État de Palestine. Dans le même temps, ma délégation invite les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à reconnaître l'État de Palestine. À ce propos, le Sénégal salue vivement la récente décision de la Barbade et de la Jamaïque de reconnaître l'État de Palestine.

Face aux cruautés de la guerre, qui bien souvent bafouent le droit, il incombe à la communauté internationale de se tenir du côté juste de l'histoire chaque fois que le besoin, conformément aux valeurs qui ont présidé à la création de l'Organisation. Sur cette question, ce côté juste reste et demeure celui qui permettrait à l'État de Palestine d'être à sa juste place, celle d'un Membre de plein droit de l'Organisation.

M^{me} Baños Müller (El Salvador) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord exprimer le plein soutien d'El Salvador à la demande d'admission de la Palestine à l'ONU en tant que Membre à part entière. El Salvador reconnaît que l'État de Palestine remplit toutes les

conditions énoncées à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies et soutient sa demande d'admission à l'Organisation, qu'il a soumise dans le plein respect des divers instruments juridiques internationaux pertinents. Nous réaffirmons que le droit international et les résolutions antérieures de l'Organisation des Nations Unies sur la question ont confirmé que le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur son territoire.

Il y a plus de 10 ans, mon pays a reconnu la Palestine et a établi des relations diplomatiques avec elle en tant qu'État libre, souverain et indépendant, dans la ferme conviction que cela contribuerait à une solution pacifique, juste et durable à la situation complexe au Moyen-Orient. La position de principe d'El Salvador s'est également reflétée dans son vote pour la résolution 67/19, qui a accordé à la Palestine le statut d'État non membre observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies. Nous nous voyons dans l'obligation de rappeler aux membres de l'Assemblée que, dans cette résolution, guidée par les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale a également exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité examinerait favorablement la demande d'adhésion de la Palestine.

Nous soulignons que le Conseil de sécurité a le devoir moral et historique de reconnaître l'État de Palestine dans le cadre d'une solution globale pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient, y compris un règlement de la situation actuelle dans la bande de Gaza. L'État de Palestine a démontré son engagement à respecter les règles de notre Organisation en tant qu'État observateur, et c'est pourquoi nous pensons qu'il est temps d'ouvrir un nouveau chapitre dans lequel nous lui garantissons des droits égaux et des conditions équitables dans ce domaine. Nous avons la conviction que l'admission de la Palestine à l'ONU en tant que Membre à part entière favorise et renforce les perspectives de la solution des deux États, la seule solution reconnue internationalement comme étant susceptible d'ouvrir la voie à une paix durable au Moyen-Orient. Nous reconnaissons le fort soutien apporté à la demande de la Palestine au sein du Conseil de sécurité et regrettons que l'exercice du droit de veto ait une nouvelle fois mis à mal la volonté manifeste de la plupart des États qui composent aujourd'hui le Conseil. Nous regrettons que le Conseil, bien qu'il ait été saisi de la question pendant plus de sept décennies, qu'il ait agi au nom de l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies et qu'il ait tenu des centaines de réunions officielles sur cette question, n'ait pas été en mesure d'apporter une solution globale, juste et durable à la question de Palestine.

Aujourd'hui, l'État de Palestine est reconnu par plus de 140 États. Nombre d'autres États ont exprimé leur volonté de franchir cette étape importante, convaincus qu'il est temps de trouver une solution politique définitive à ce conflit qui n'a que trop duré. Il est temps que le Conseil de sécurité agisse conformément à la volonté de la majorité des États qui composent l'Organisation des Nations Unies. Nous invitons dès lors le Conseil à agir conformément à sa reconnaissance de la nécessité pour le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et à faire en sorte que la solution de deux États se concrétise. Nous reconnaissons l'importance de la résolution 76/262 et de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies dans un contexte où les membres du Conseil de sécurité ne sont pas en mesure de s'acquitter de leur obligation fondamentale de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous pensons qu'il convient de respecter strictement les résolutions de l'Assemblée générale, qui traduisent la volonté de la majorité des États Membres de l'ONU, en l'occurrence les résolutions ES-11/21 et ES-11/22.

El Salvador demande une fois de plus que nous honorions et respectons toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur la situation au Moyen-Orient, notamment les mandats de la résolution 2728 (2024) du Conseil, appelant à un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que, depuis l'adoption de la résolution par le Conseil de sécurité, le cessez-le-feu n'a toujours pas été instauré et que la catastrophe humanitaire s'aggrave de jour en jour. Nous déplorons les graves violations du droit

international humanitaire qui ressortent de l'ensemble des attaques et des actes de violence et d'hostilité à l'encontre de la population civile.

Nous appelons de nos vœux l'acheminement urgent de l'aide humanitaire en quantité suffisante pour soulager les conditions difficiles dans lesquelles vit la population civile de Gaza. Nous appelons également à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages. Nous demandons également à toutes les parties d'agir avec modération afin d'éviter une nouvelle escalade dans la région. Nous appelons une fois encore tous ceux qui ont une influence sur les parties à œuvrer pour la paix. En particulier, nous notons qu'il est important que les États respectent pleinement les obligations internationales concernant le transfert d'armes dans les situations de conflit, afin d'éviter le non-respect et la violation des instruments internationaux applicables, tels que les conventions de Genève de 1949 sur le droit international humanitaire.

Enfin, nous aspirons au rétablissement d'un horizon politique afin de parvenir à une solution négociée au conflit. À cet égard, nous réaffirmons que l'État de Palestine devrait être admis en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies et que cette question est maintenant plus urgente que jamais.

Le Président par intérim : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 63 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 10.